



Entre extrémisme et liberté d'expression : faire face aux extrémistes de droite non violents

Authored by **Annemarie van de Weert**, RAN External Expert

Radicalisation Awareness Network
RAN 

**Entre extrémisme et liberté
d'expression :
faire face aux extrémistes de droite
non violents**

Ce document est également disponible en allemand et en ligne à l'adresse
https://ec.europa.eu/home-affairs/networks/radicalisation-awareness-network-ran/publications_en

La version d'origine est en anglais.

AVIS JURIDIQUE

Bien que le présent document ait été élaboré pour la Commission européenne, il reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite de la présente publication. De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2021

© European Union, 2021



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE du 12 décembre 2011 sur la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC-BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification

Toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne peut requérir une autorisation, directement demandée auprès des titulaires des droits respectifs.

Résumé

Au cours des dernières années, la lutte antiterroriste a davantage visé à anticiper la menace terroriste. Dans ce cadre, des institutions telles que le Conseil de sécurité des Nations Unies et la Commission européenne insistent sur le fait qu'il est impossible de prévenir des actes terroristes uniquement en adoptant des mesures répressives. À travers la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) et la prévention de l'extrémisme violent (PVE), l'objectif consiste à détecter les attitudes violentes de manière précoce et à promouvoir en parallèle l'intégration et la cohésion. La lutte contre l'extrémisme violent consiste notamment à repérer rapidement la radicalisation vers l'extrémisme violent et inclut différentes approches visant à accroître la résilience des communautés et des individus face au recours à la violence extrémiste et à d'autres actes connexes illicites. De même, la prévention contre l'extrémisme repose sur des mesures de prévention systématiques qui vise à lutter directement contre les facteurs contribuant à l'émergence d'environnements extrémistes. Les deux approches insistent sur la nécessité de s'attaquer au contexte conduisant au terrorisme, comme les facteurs conjoncturels, sociaux, culturels et individuels. Du fait de leur contact direct avec la société, les professionnels sur le terrain sont chargés de faire face à des individus qui peuvent représenter une menace pour l'état de droit, la sécurité nationale et les valeurs démocratiques. Pour ce faire, il convient d'établir des limites normatives contre l'extrémisme violent à un stade précoce, ce que l'on appelle les « zones grises » entre l'extrémisme non violent et le terrorisme. **La question reste de savoir : comment les acteurs des secteurs de la jeunesse, de la famille et du social peuvent-ils intervenir dans les processus de radicalisation sans empiéter sur les libertés individuelles ?** Cet article traite de l'extrémisme de droite (RWE) et de la liberté d'expression. Il donne aux praticiens en première ligne des conseils sur la manière de gérer et de répondre aux extrémistes qui expriment publiquement leurs idéologies de manière non violente, mais potentiellement dangereuse. Il aborde également la manière dont les praticiens peuvent se protéger contre d'éventuelles réactions d'hostilité et menaces de violence de la part d'organisations ou de mouvements extrémistes ⁽¹⁾.

Introduction

Ces dernières années, de nombreux pays occidentaux ont été victimes du terrorisme et de la violence politique. De nouveaux groupes sont prêts à faire usage de formes graves de violence, ou du moins à les promouvoir et à en faciliter le recours. Le contexte idéologique est en constante évolution et seules peu d'idéologies sortent du lot : elles s'appuient par exemple sur des convictions politiques, religieuses, ethniques, écologiques et/ou nationalistes, et l'on observe une intolérance croissante à l'égard des dissidents, ainsi qu'une méfiance à l'égard des institutions gouvernementales. **Bien que de nombreux extrémistes de droite au sein de l'Union européenne n'aient pas eu recours à la violence, ils contribuent à créer un climat de peur et d'animosité à l'égard des groupes minoritaires dans les villes européennes.** Un tel climat peut abaisser le seuil à partir duquel certains individus radicalisés peuvent recourir à la violence contre les personnes et les biens, comme cela a été trop souvent constaté ⁽²⁾.

Définitions et concepts

Les pays membres de l'Union européenne et les pays partenaires ne se sont pas accordés sur une définition juridique de l'extrémisme de droite (RWE). Une étude comparative réalisée en 2020 à la demande de l'Office fédéral allemand des affaires étrangères a montré que six pays (la Finlande, la France, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni (RU) et les États-Unis (USA)) donnent tous une définition du « terrorisme » dans leur législation nationale, mais s'appuient souvent uniquement sur la pratique administrative ou les définitions pratiques de l'« extrémisme » et de l'« extrémisme de droite » ⁽³⁾. Cela semble être le cas dans la plupart

⁽¹⁾ REMARQUE. La vue d'ensemble suivante porte uniquement sur comment faire face à l'idéologie extrémiste de droite et à la liberté d'expression. Pour avoir une vue d'ensemble sur d'autres sujets, nous renvoyons à la publication intitulée '[Violent right-wing extremism in focus](#)' (Étude de l'extrémisme de droite violent) (mai 2020). Le présent article aborde le thème de l'extrémisme de droite de manière plus générale.

⁽²⁾ Europol, Terrorism in the EU: <https://www.europol.europa.eu/newsroom/news/terrorism-in-eu-geographically-widespread-and-multifaceted>

⁽³⁾ Counter Extremism Project, transnational connectivity: https://www.counterextremism.com/sites/default/files/CEP%20Study_Violent%20Right-Wing%20Extremism%20and%20Terrorism_Nov%202020.pdf

des pays européens. Malgré les fréquentes mises en garde des praticiens quant à l'absence d'une définition arrêtée de l'extrémisme de droite (ou du radicalisme), il semble y avoir un large consensus sur ses caractéristiques en pratique. Ce consensus présente quelques caractéristiques générales permettant de décrire l'idéologie extrémiste de droite, qui sont : l'anti-démocratie, l'autoritarisme et le nationalisme ⁽⁴⁾. En outre, il existe deux éléments importants dans le cadre desquels s'exprime l'extrémisme de droite non-violent, à savoir : le discours haineux et la provocation.

Nationalisme

Premièrement, le nationalisme est considéré comme le cœur de la doctrine des partisans d'« extrême droite ». Il s'appuie sur le mythe d'une nation homogène qui place la nation avant l'individu et ses droits civiques. Les groupes extrémistes de droite se caractérisent donc par la volonté de bâtir une idée de la nation et de l'appartenance nationale en radicalisant les critères d'exclusion ethniques, religieux, linguistiques et autres critères culturels et politiques, dans lesquels il n'y a pas de place pour « l'autre ».

Anti-démocratie

Deuxièmement, le concept d'extrémisme adhère à l'idée d'opposition aux sociétés démocratiques libres, que ce soit par la violence ou toute autre activité connexe. Cela signifie essentiellement que les extrémistes de droite qui ne prônent pas nécessairement la violence ou n'y ont pas recours peuvent également être considérés comme une menace pour la sécurité nationale et la société libre parce qu'ils poursuivent des objectifs antidémocratiques.

Autoritarisme

Troisièmement, l'autoritarisme est une caractéristique récurrente du mouvement extrémiste de droite. Cela consiste à croire en une société strictement ordonnée dans laquelle prévaut une forte conviction de l'importance des règles, de la structure hiérarchique et de l'ordre. D'un point de vue historique, l'autoritarisme s'articule autour de la présence de dirigeants jugés « forts » pour affronter des « ennemis » supposés.

Les résultats de la récente étude susmentionnée du Counter Extremism Project (Projet de lutte contre l'extrémisme) montrent également certaines similitudes concernant les connexions transnationales des milieux d'extrême droite dans les six pays comparés (Finlande, France, Allemagne, Suède, Royaume-Uni et États-Unis). Il a identifié la musique, les sports violents et les finances comme des points communs, et montre qu'ils s'efforcent de se préparer à une prochaine flambée de violence ou souhaitent accélérer l'évolution vers une telle situation (récit du jour J), en tant que moteurs du mouvement ⁽⁵⁾.

Le [Factbook on Far-right Extremism du RAN](#), qui donne une vue d'ensemble des éléments fondamentaux des mouvements extrémistes de droite dans l'Union européenne et en examine les conséquences pour les praticiens dans leur travail de prévention de l'extrémisme violent, fournit de plus amples informations sur l'extrémisme de droite. **En mai 2020, le RAN a également organisé un webinaire sur le sujet, débattant notamment de l'étendue des milieux d'extrême droite, des définitions, des différentes idéologies, du rôle des femmes, des tendances et des défis. La présentation principale est disponible [ici](#).**

Principales stratégies de l'extrémisme de droite non violent

Discours haineux

⁽⁴⁾ Carter. Reconstructing the concept. 163.

⁽⁵⁾ Counter Extremism Project, transnational connectivity: https://www.counterextremism.com/sites/default/files/CEP%20Study_Violent%20Right-Wing%20Extremism%20and%20Terrorism_Nov%202020.pdf

Bien que l'extrémisme de droite se compose de nombreux éléments cruciaux, l'un d'entre eux se détache du lot : la haine pour ce qui est perçu comme « inhabituel », « inconnu » et/ou « peu commun ». Les deux exemples suivants ont été choisis car ils utilisent un langage clair et compréhensible pour décrire le concept d'extrémisme de droite, concept utile sur le terrain.

1. Le Service général de renseignements et de la sécurité néerlandais (AIVD) ⁽⁶⁾ définit l'extrémisme comme la quête de et/ou le soutien actif à des changements profonds au sein de la société qui pourraient mettre en danger (la pérennité de) l'ordre juridique démocratique, en recourant éventuellement à des méthodes antidémocratiques qui pourraient nuire au fonctionnement de l'ordre juridique démocratique. Les méthodes antidémocratiques utilisées peuvent être à la fois violentes et non violentes. Des exemples de moyens non violents et non démocratiques sont le discours haineux systématique, la diffusion de la peur, la désinformation, la diabolisation et l'intimidation. L'extrémisme de droite adhère aux idées suivantes :
 - la xénophobie
 - la haine des éléments (culturels) étrangers.
2. En Grande-Bretagne, la Commission for Countering Extremism (Commission indépendante chargée de la lutte contre l'extrémisme) indique clairement dans son mandat qu'elle a pour objectif la lutte contre l'extrémisme haineux ⁽⁷⁾. Sa définition de l'extrémisme haineux est plus complète :
 - « Comportements susceptibles d'inciter à la haine et de l'amplifier, de susciter une haine persistante ou ... de [justifier] la violence ;
 - Et qui s'appuient sur des croyances haineuses, hostiles ou suprématistes à l'égard d'un groupe marginal perçu comme une menace pour le bien-être, la survie ou la réussite d'un groupe dominant ;
 - Et qui causent, ou sont susceptibles de causer, un préjudice aux individus, aux communautés ou à la société en général. »

Provocation

Une analyse des menaces ⁽⁸⁾ montre que l'extrémisme de droite progresse (les adeptes du nationalisme racial, tels que les néonazis, les fascistes et les suprémacistes blancs, figurent en bonne place parmi les auteurs d'actes de violence de l'extrémisme de droite). Les groupes non-violents les plus problématiques sont ceux qui mènent des actions non-violentes mais scandaleuses dans le but de provoquer des réponses violentes de la part de leurs opposants. Tore Bjørgo, directeur du Center for Research on Extremism (C-REX), déclare ⁽⁹⁾ :

« En Norvège par exemple, SIAN (Stop Islamisation of Norway) a brûlé et profané le Coran en public. Cela a incité un migrant musulman (souffrant de troubles mentaux) à mettre le feu à deux églises (l'une a été gravement endommagée). L'intention du SIAN est de démontrer que les musulmans sont violents par nature. Au Danemark, Rasmus Paludan, leader d'un parti politique extrémiste de droite, a également brûlé le Coran dans des quartiers où vivent de nombreux musulmans. »

Exemple concret :

⁽⁶⁾ AIVD, Rechts-extremisme: <https://www.aivd.nl/onderwerpen/extremisme/rechts-extremisme>

⁽⁷⁾ Commission for Countering Extremism, Challenging Hateful Extremism:

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/836540/Challenging_Hateful_Extremism_-_summary_report.pdf

⁽⁸⁾ Auger, Right-Wing Terror.

⁽⁹⁾ Bjørgo, e-mail envoyé à l'auteur, 6 octobre 2020.

Le **Mouvement de résistance nordique** (NRM) en Suède est un exemple de mouvement qui relèverait de l'extrémisme non violent, mais qui représente un grave danger pour la société. Il s'agit d'une organisation militante nationale socialiste. Son objectif déclaré consiste à établir un État blanc pannordique. Le NRM a une idéologie violente, mais agit la plupart du temps dans les limites de la légalité et de la non-violence. Il essaie toutefois de repousser ces limites. Ce groupe a, par exemple, organisé de nombreuses manifestations publiques provocatrices, comme le défilé de centaines de militants dans les rues principales avec leurs uniformes et leurs bannières. Ainsi, les dirigeants du NRM sont très attentifs aux limites juridiques fixées par le gouvernement et sont devenus des experts dans l'art de jouer avec la ligne de démarcation bien mince entre les coups de pub légaux et non violents et les actions violentes occasionnelles de leurs membres et de leurs partisans. Ils essaient aussi de tester et de repousser ces limites en permanence en adoptant un comportement violent vis-à-vis de la police et des ennemis politiques, et en honorant en interne les activistes qui dépassent les limites officiellement établies par la direction plutôt qu'en les punissant ⁽¹⁰⁾. Selon leurs croyances, la violence peut être légitime car ils la présentent comme une résistance à l'occupation et un rejet du statu quo ⁽¹¹⁾. Sur la base de cette idéologie, la Finlande a interdit la section finlandaise du Mouvement de résistance nordique ⁽¹²⁾.

Exemple concret :

Comme l'indique le préambule de l'évaluation annuelle des menaces publiée par le International Centre for Political Violence and Terrorism Research (Centre international de recherche sur la violence politique et le terrorisme), « les événements mondiaux ont fourni un terrain fertile à l'idéologie et à la violence de l'extrémisme de droite, déjà en plein essor. La pandémie mondiale de COVID-19, les manifestations du mouvement Black Lives Matter (BLM), les élections présidentielles américaines de 2020 et l'antipathie persistante à l'égard des immigrés en Europe sont autant d'éléments qui révèlent des clivages susceptibles de continuer à se creuser au cours de l'année à venir. Alimentés par un discours politique mondial de plus en plus polarisé et une dépendance croissante à l'égard de réseaux sociaux facilement manipulables, les problèmes demeurent actuellement plus graves en Amérique du Nord, bien qu'une liste d'incidents, de réseaux et de complots incessants en Europe, en Australasie et au-delà, montre à quel point le problème est devenu transnational » ⁽¹³⁾.

La pandémie mondiale de COVID-19 a notamment donné naissance à un groupe de manifestants anti-gouvernementaux qui se sont en partie radicalisés et ont eu recours à des activités extrémistes. Les gouvernements imposant des mesures de restriction des libertés pour protéger la santé publique, par exemple sous la forme de confinements, ont accru le mécontentement social. En 2020-2021, les lourdes restrictions imposées quant à la circulation et à l'emploi des personnes dans le sillage de la COVID-19 ont exacerbé la propagation des idées extrémistes, les gens passant de plus en plus de temps en ligne ⁽¹⁴⁾. Par exemple, aux Pays-Bas, le coordinateur national chargé de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme (NCTV) a rendu publiques ses préoccupations dans le rapport trimestriel sur l'évaluation des menaces. Il mentionne le « courant radical sous-jacent » de ces manifestants qui harcèlent les politiciens et les journalistes, intimident les policiers et mettent en ligne des informations privées sur des personnalités publiques. Cela ne se produit pas principalement pour des raisons idéologiques spécifique à l'extrémisme de droite, mais en raison d'un sentiment d'injustice, d'un grand malaise ou d'une expérience différente de la réalité ⁽¹⁵⁾. Cependant, ce mécontentement est par ailleurs alimenté par les théories du complot et la désinformation via les réseaux sociaux, et l'extrémisme de droite tente consciemment d'encourager les opinions antigouvernementales au sein de ces manifestations pour leurs propres desseins. Les personnes qui se méfient du gouvernement, de la science et des médias traditionnels peuvent avoir le sentiment que

⁽¹⁰⁾ Bjørgo & Ravndal, the problem?: <https://www.sv.uio.no/c-rex/english/news-and-events/right-now/2018/the-nordic-resistance-movement.html>

⁽¹¹⁾ Jupskås & Leidi, knowing what's (far) right, p. 31.

⁽¹²⁾ Forsell, T. (30 novembre 2017). Finnish court bans neo-Nazi group. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-finland-farright-court/finnish-court-bans-neonazi-group-idUSKBN1DU22K>.

⁽¹³⁾ Counter Terrorist Trends and Analyses, January 2021, Vol. Non. 1, ANNUAL THREAT ASSESSMENT, pp. 118. URL : <https://www.jstor.org/stable/10.2307>.

⁽¹⁴⁾ Finkelstein, COVID-19, Conspiracy and Contagious Sedition, p.5-6.

⁽¹⁵⁾ Counter Terrorist Trends and Analyses, January 2021, Vol. Non. 1, ANNUAL THREAT ASSESSMENT, pp. 118-126. URL : <https://www.jstor.org/stable/10.2307/26979992>.

leurs idées et leurs opinions sont confirmées par la portée considérable des mesures prises par le gouvernement pour combattre la pandémie au nom de la santé publique. Il s'agit notamment de personnes issues de milieux idéologiques différents. QAnon est un exemple de ce type de mouvement extrémiste de droite. Le groupe s'oppose à la légitimité de la pandémie, aux ordres de confinement et au rôle des forces de l'ordre et des autres responsables gouvernementaux. Le résultat est un « climat de milice » qui a engendré des incidents violents et des complots ambitieux. Cette idéologie attire de plus en plus l'attention des médias en raison de théories du complot bizarres se fondant principalement sur le système politique américain et ses élites. Pendant la pandémie, des versions européennes de cette théorie du complot ont gagné du terrain. Le danger que représente QAnon réside principalement dans le fait que ses adeptes cherchent délibérément à saper la légitimité de l'État et de ses institutions, et qu'ils peuvent remettre en question les principes fondamentaux du régime démocratique ⁽¹⁶⁾. Les partisans expriment continuellement leur méfiance à l'égard de l'état de droit, remettent en question l'impartialité et peuvent ainsi conduire à la polarisation et à la division.

Un prochain article du RAN examinera de plus près la façon dont les extrémistes de droite tirent parti des crises sociétales, en utilisant la pandémie de COVID-19 comme étude de cas.

1. L'idéologie non violente de l'extrémisme de droite dans l'Union européenne : Défis

Ces dernières années, la lutte contre le terrorisme et la violence politique s'est davantage concentrée sur l'anticipation des menaces qu'ils représentent. Par conséquent, la détection précoce des idées extrémistes par les professionnels locaux est devenue un élément important de l'approche préventive dans la lutte contre la radicalisation. Les travailleurs en première ligne qui interviennent dans les artères vitales de la société sont encouragés à identifier très tôt les processus menant à des comportements violents ⁽¹⁷⁾. Le principe de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent repose sur l'hypothèse selon laquelle les comportements déviants et les idéologies radicales sont souvent le signe avant-coureur du terrorisme et de la violence politique ⁽¹⁸⁾. D'ailleurs, les gouvernements se sont fortement préoccupés des efforts d'évaluation précoce des risques afin d'identifier les personnes vulnérables. En pratique, cela signifie que les professionnels en première ligne en contact étroit avec la société ont pour mission d'être attentifs aux signes précoces des processus de radicalisation. L'idée est : de ne pas agir une fois que quelque chose s'est produit, mais d'agir de manière préventive. En conséquence, de nombreux praticiens en première ligne sont de plus en plus impliqués dans les stratégies de prévention axées sur le changement du comportement. Les professionnels en question travaillent principalement dans le domaine social, dans les secteurs de l'éducation, de la jeunesse, du travail social et associatif.

L'objectif consiste à détecter les attitudes susceptibles d'indiquer une radicalisation précoce et à promouvoir en parallèle l'inclusion et la cohésion sociales. Diverses approches d'intervention sont mises au point pour accroître la résilience des communautés et des individus face au recours à la violence et à d'autres actes illégaux pouvant être liés à l'extrémisme. À ce jour, cependant, on sait peu de choses sur la manière dont ces professionnels assument cette mission de détection de leur propre initiative. La recherche ⁽¹⁹⁾ suggère que l'évaluation subjective semble exister en raison de l'absence d'une norme claire quant aux jugements préliminaires. Cette absence peut toutefois engendrer des préjugés ou porter atteinte au caractère arbitraire de l'administration, qui peuvent entraîner des effets indésirables dus à un profilage injustifié. Ceci soulève des inquiétudes quant à l'équité d'une approche de détection précoce employée par les travailleurs sociaux. L'équité signifie : la justice conformément au droit naturel ou à la législation et plus particulièrement : l'absence de partialité ou de favoritisme. La discussion est basée sur le fait qu'il n'existe aucune norme

⁽¹⁶⁾ LaFrance, « The Prophecies of Q, » The Atlantic, June 2020. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2020/06/qanon-nothing-can-stop-what-is-coming/610567>

⁽¹⁷⁾ van de Weert & Eijkman, Reconsidering Early Detection, 397-408.

⁽¹⁸⁾ Schuurman & Taylor, Reconsidering radicalization, p. 6.

⁽¹⁹⁾ van de Weert & Eijkman, Reconsidering Early Detection, 397-408.

permettant à ces professionnels en première ligne de vérifier leurs observations ⁽²⁰⁾. Dans cette optique, la recherche a mis le doigt sur un piège majeur :

- **l'accent mis sur le suivi préventif des citoyens par les travailleurs en première ligne dans un cadre d'activités de renseignement et de sécurité pourrait indiquer tout écart de comportement, d'expression et d'apparence comme un problème potentiel. Cela peut entraîner un risque de criminalisation et d'atteinte à la liberté d'expression ⁽²¹⁾.**

Différencier extrémisme violent et extrémisme non violent

La prévention repose avant tout sur une « bataille d'idées » plutôt que sur une « guerre contre le terrorisme » ⁽²²⁾. Ainsi, la lutte contre l'extrémisme non violent devient une affaire d'anticipation ⁽²³⁾. Malheureusement, il n'y a pas de consensus sur les idées et les personnes qui devraient être considérées comme problématiques. Les menaces potentielles que constituent certaines idéologies se situent dans la phase précédant la perpétration du crime, phase au cours de laquelle aucun comportement illégal n'est commis ⁽²⁴⁾. Lors de cette phase, la prévention concerne principalement le domaine de la parole, car on recherche les indices de radicalisation dans les idées, les expressions ou les attitudes. Du fait de cette situation, les professionnels en première ligne, qui agissent de manière préventive dans le domaine de la protection sociale, doivent faire des évaluations difficiles à justifier. Il s'agit par définition d'un jugement subjectif, car le degré de radicalisation ou d'extrémisme que nous attribuons à une personne s'avère plutôt personnel ⁽²⁵⁾.

En ce qui concerne les services de maintien de l'ordre, tels que la police, il est tout aussi clair que le recours à la violence constitue la base juridique d'une intervention ; ils se concentrent donc sur l'extrémisme violent. Cependant, du point de vue de l'éducation, de la jeunesse, de la famille et du travail associatif, l'accent est davantage mis sur l'extrémisme non violent. Une réponse est plus légitime lorsqu'elle est fondée sur des facteurs sociaux (p. ex., pour prévenir les risques, le chaos et l'instabilité sociale). L'argument en faveur de mesures préventives systématiques repose ici sur le rôle des éducateurs et des travailleurs sociaux consistant à assurer le développement des personnes — en particulier des jeunes — en individus autonomes, réfléchis, critiques, conscients d'eux-mêmes et à protéger la société contre la discrimination. Néanmoins, afin de respecter les limites de l'État démocratique, il est nécessaire de garder à l'esprit des directives éthiques.

Il ne faut pas oublier que le mandat des Nations Unies réaffirme que le terrorisme ne peut et ne doit pas être associé à une religion, une nationalité, une civilisation ou un groupe ethnique spécifique ⁽²⁶⁾.

1.1 Pourquoi la lutte contre l'action non violente pose-t-elle problème ?

Les préoccupations se fondent sur le fait qu'un jugement subjectif peut conduire à des niveaux accrus de stigmatisation et de discrimination, ainsi qu'à la criminalisation de certains comportements indésirables. Dans la pratique quotidienne, les limites légales sont testées ou franchies au nom de la sûreté et de la sécurité ⁽²⁷⁾. Cela renvoie à deux grands dilemmes de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au niveau local.

Dilemme n° 1 : les préjugés

⁽²⁰⁾ de Graaf & de Graaff, performative power of counterterrorism, p. 261.

⁽²¹⁾ van de Weert & Eijkman, Subjectivity, pp. 191-214; van de Weert & Eijkman, early detection, pp. 491-507.

⁽²²⁾ Borum, 2011, Rethinking radicalization, p. 9.

⁽²³⁾ Lomell, prevention, p. 101.

⁽²⁴⁾ Zedner, Pre-crime, p. 263.

⁽²⁵⁾ Eijkman & Roodnat, branding, p. 200.

⁽²⁶⁾ Rosand et al., Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies :

<http://www.cicte.oas.org/Rev/en/Highlight/Center%20on%20Global%20Counter%20Terrorism%20Cooperation%20document.pdf>

⁽²⁷⁾ Crank et al., The noble cause, pp. 103-116.

Le professionnel en première ligne doit être à l'affût des premiers signes de comportements, d'idées ou de visions du monde antidémocratiques, et non agir.; Cependant, aucun cadre clair n'est fourni pour définir un tel examen préliminaire. Lorsqu'il est question de l'évaluation des risques, il est important de réaliser que les gens évaluent les risques de leur point de vue personnel. Dans le cas d'attitudes ou de comportements extrémistes, on est particulièrement enclin à évaluer les autres en fonction du point de vue du décideur. C'est ce que les sociologues et les psychologues appellent le « jugement moral » ; il implique la prise en compte des valeurs et des normes (professionnelles). ⁽²⁸⁾. La moralité dépend étroitement de la culture dominante et est influencée par le débat public. L'environnement social et politique influence la façon dont les gens vivent les problèmes auxquels nous sommes confrontés. ⁽²⁹⁾. En outre, les gens sont très sensibles aux informations qui confirment leurs idées et ont tendance à interpréter les nouvelles informations de manière à confirmer leurs propres hypothèses. ⁽³⁰⁾. Les gens font preuve de partialité lorsqu'ils recueillent des informations de manière sélective ou lorsqu'ils les interprètent de manière subjective. ⁽³¹⁾. Ce réflexe est

⁽²⁸⁾ Haidt & Baron, moral judgement, p. 201.

⁽²⁹⁾ Patt & Zeckhauser, Action bias, p. 45.

⁽³⁰⁾ Ariely & Jones, Predictably irrational

⁽³¹⁾ Plous, psychology.

connu sous le nom de « préjugé de confirmation », c'est-à-dire la préférence pour la confirmation des croyances existantes. ⁽³²⁾.

Dilemme n° 2 : le caractère arbitraire

Le suivi préventif se concentre sur la reconnaissance précoce des processus qui pourraient conduire à une éventuelle violence en recueillant des informations. Bien qu'elle soit appelée « prévention », cette approche est également « répressive », c'est-à-dire qu'elle cible les individus et les communautés pour des activités d'intervention motivées par les priorités sécuritaires de l'État ⁽³³⁾. Il y a un risque que l'accent mis sur le suivi préventif des citoyens signale tout écart de comportement, d'expression et d'apparence comme un problème potentiel ⁽³⁴⁾. Cette pratique accroît le risque de « faux positifs » (c'est-à-dire de personnes identifiées comme potentiellement dangereuses alors que, selon toute vraisemblance, elles ne commettraient jamais d'actes de violence). À l'inverse, il existe un risque de « faux négatifs » (c'est-à-dire de personnes qui ne sont pas considérées comme dangereuses et qui finissent par commettre des actes de violence) ⁽³⁵⁾. Ces deux résultats ont des implications négatives (voir la section 1.3. sur l'efficacité). Cela rend immédiatement la politique controversée car elle peut créer une administration arbitraire. ⁽³⁶⁾.

Soutien en matière d'éthique

Un sentiment d'injustice peut conduire à ce que la violence soit perçue comme légitime. Il est donc nécessaire de combattre les idées selon des codes de conduite éthiques stricts. Les violations des principes démocratiques fondamentaux tels que la justice, l'égalité et la liberté d'expression ne seraient pas seulement source d'adversité pour les individus, elles mineraient également la confiance dans les institutions de l'État et l'état de droit.

Michael Kowalski, responsable de l'Expertise and Quality Center of the Inspectorate of Justice and Security (Centre d'expertise et de qualité de l'Inspection de la justice et de la sécurité) aux Pays-Bas, déclare :

« L'éthique peut être considérée comme une source d'information supplémentaire importante en plus de la loi. Cependant, la plupart des dilemmes éthiques auxquels sont confrontés les professionnels locaux sont sous-représentés dans la littérature sur la lutte contre le terrorisme et les études sur la sécurité. En outre, en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme elle-même en pratique, il existe encore peu d'expériences documentées sur la manière dont les professionnels font face aux défis éthiques. Les résultats préliminaires d'un projet de recherche pilote semblent suggérer que les professionnels locaux considèrent que le soutien éthique comme la participation aux délibérations sur les cas moraux sont considérablement pertinents et apportent une valeur ajoutée. » ⁽³⁷⁾

⁽³²⁾ Kahneman et al., Judgment.

⁽³³⁾ Ragazzi, securitising, p. 163.

⁽³⁴⁾ Eijkman & Roodnat, branding, p. 200.

⁽³⁵⁾ van de Weert & Eijkman, Subjectivity, p. 191.

⁽³⁶⁾ Mattsson, Caught, p. 111.

⁽³⁷⁾ Kowalski, e-mail envoyé à l'auteur, 19 août 2020.

1.2 Est-il possible d'étudier les processus de radicalisation sans porter atteinte aux droits de l'Homme ?

Des recherches approfondies sont actuellement menées sur les relations entre les phénomènes de « radicalisation » et de « violence », mais il n'existe pas de lien clair entre ces deux phénomènes. ⁽³⁸⁾ Les experts du contre-terrorisme soulignent donc qu'il ne faut pas rechercher des individus déséquilibrés — ou des personnes radicales, mais des personnes qui n'acceptent pas notre ordre juridique ⁽³⁹⁾. Cela signifie que lorsque l'on outrepassé les limites de la démocratie et de l'état de droit en matière de menaces et d'abus, les professionnels en première ligne doivent réagir. Ceci est plus facile à dire qu'à faire, car les approches préventives se concentrent sur les attitudes qui s'écartent des normes et valeurs démocratiques plutôt que sur des actions ou des actes criminels concrets. Les documents constitutionnels et les droits fondamentaux garantissent la liberté de chacun à avoir ses propres opinions. Toutefois, dans la plupart des pays européens, l'expression de ces opinions dans l'espace public est limitée. Les limitations concernent principalement des incitations à la haine, à l'intolérance ou à des comportements antidémocratiques, ainsi que des tentatives visant à limiter la liberté d'autrui, ce qui peut constituer une violation des libertés fondamentales et être considéré comme illégal ⁽⁴⁰⁾.

Lorsqu'une personne se livre à un discours haineux ou à une incitation explicite à la violence, le gouvernement peut intervenir pour des motifs judiciaires — en fonction des cadres juridiques respectifs du pays. Aux Pays-Bas par exemple, l'incitation à la haine et à la violence est un délit en vertu de l'article 137d du code pénal néerlandais ⁽⁴¹⁾. Selon les normes démocratiques, il peut parfois être jugé nécessaire d'imposer des restrictions à certaines formes de manifestation de la liberté idéologique. Par exemple, en vertu de l'article 18(3) du PIDCP : « La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la **protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui** » ⁽⁴²⁾.

Devoir de protection

Outre la protection des droits de l'Homme, les gouvernements ont également la responsabilité de maintenir une société pacifique afin de préserver la sécurité et la stabilité sociale. Il est d'ailleurs possible d'aborder très tôt les idées et les expressions qui pourraient constituer une menace pour la société. En politique, on parle souvent d'« intervention douce », c'est-à-dire d'une intervention effectuée avant que la violence ne survienne. Cela fait partie de la stratégie de prévention. Cependant, intervenir de manière préventive relève de la théorie de la justice d'anticipation. Le terme « anticipation » indique que la justice est prévue — ou que les professionnels la conjecturent à l'avance. Les changements dans l'approche des risques au niveau local potentiel exigent, en plus d'une bonne prestation de soins, que les compétences juridiques des professionnels des soins de première ligne soient protégées ⁽⁴³⁾. Une compréhension suffisante des normes forment le fondement des droits de l'Homme et de la citoyenneté devrait être systématiquement présente dans la politique de prévention locale et, idéalement, être intégrée dans les formations et les séminaires en ligne ⁽⁴⁴⁾.

Pour cela, le professionnel local doit avoir une certaine connaissance des principes de base qui constituent la pierre angulaire de la démocratie afin de pouvoir procéder à son évaluation. Dans le cadre d'une approche de détection précoce, comme indiqué à la section 1.1., les deux principes suivants sont fondamentaux :

⁽³⁸⁾ Schuurman & Taylor, Reconsidering radicalization, p. 3.

⁽³⁹⁾ van de Weert & Eijkman, Every Artery, p. 1.

⁽⁴⁰⁾ Lawrence, Violence-conducive speech, p. 12.

⁽⁴¹⁾ van Noorloos, Hate speech.

⁽⁴²⁾ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>

⁽⁴³⁾ Claessen et al., access to justice, p. 8.

⁽⁴⁴⁾ van de Weert & Eijkman, Subjectivity; van de Weert & Eijkman, early detection.

- **Liberté** : Il comprend le droit à la liberté de parole et d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion pacifique, la liberté de créer des associations, la liberté de ne pas être arrêté arbitrairement et la liberté de mener une vie de famille.
- **Égalité** : Toutes les personnes, sans aucune discrimination, sont traitées sur un pied d'égalité. Toutes les personnes jouissent de droits politiques égaux, de l'égalité devant la loi et de l'égalité des chances sans aucune discrimination.

Qu'est-ce que les idées divergentes ?

Un exemple de manière de traiter les attitudes qui s'écartent des normes et valeurs démocratiques plutôt que l'action est le [programme du gouvernement américain appelé SLATT](#)⁽⁴⁵⁾ développé dans les années 1990 (signification : State and Local Anti-Terrorism Training ou Formation anti-terroriste des états et des collectivités locales en français). La formation a plus tard été utilisée par le FBI. L'auteur de cette méthode est un psychologue judiciaire, le Dr Randy Borum, professeur et directeur des études sur le renseignement à la School of Information (École du renseignement) de l'Université de Floride du Sud. Il définit les « idées divergentes » comme suit ⁽⁴⁶⁾ :

« Du point de vue des sciences sociales, il peut s'agir d'une question sans réponse. D'un point de vue pratique/opérationnel, la limite se situe au niveau des idéologies qui justifient ou imposent une action violente, en particulier contre des civils (pour servir une « cause » plus large). En effet, dans le domaine de l'application de la loi, il ne nous appartient pas de déterminer dans quelle mesure la vision du monde ou le système de croyances d'une personne peut être « extrême ». Nous devons nous concentrer sur la manière dont ces croyances et ces visions du monde peuvent faciliter ou provoquer des actions criminelles, notamment violentes. »

1.3 Des interventions précoces peuvent-elles nuire à l'efficacité de la prévention contre l'extrémisme violent ?

Dans le cadre d'un jugement subjectif tel que défini à la section 1.1, la légitimité de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent est remise en question car elle pourrait conduire au caractère arbitraire de l'administration et au profilage. ⁽⁴⁷⁾. Elle peut même criminaliser certaines « communautés suspectes ». ⁽⁴⁸⁾. Cette pratique met à mal le caractère équitable de la détection et de l'intervention précoces parce qu'elle repose largement sur des « intuitions », alors que les détails juridiques pourraient ne pas être aussi utiles dans ce cas pour documenter les actions du praticien. ⁽⁴⁹⁾. Cela peut aussi avoir des effets indésirables car le fait d'être catalogué comme une menace par des fonctionnaires, sans indicateurs clairs, pourrait conduire à de violentes expériences négatives tant chez les individus que chez les groupes qui sont soumis à ces processus de lutte. Dans le domaine de l'intervention avant toute activité criminelle, les principes de justice et d'équité sont donc particulièrement pertinents. Cette corrélation se reflète également dans les connaissances fondamentales en criminologie qui ont montré au fil du temps que les sentiments d'injustice et d'iniquité sont des facteurs centraux de la violence extrême en général. ⁽⁵⁰⁾. Ainsi, la lutte contre la radicalisation pourrait paradoxalement constituer un terreau pour l'extrémisme. ⁽⁵¹⁾.

« Veillez à ne pas stigmatiser des opinions politiques légitimes. Nous devons déterminer si les opinions d'une personne relèvent de l'interprétation de l'« extrémisme de droite » dans votre pays. Si c'est le cas, et si elles diabolisent ou vilipendent des personnes pour renforcer ou diffuser leur

⁽⁴⁵⁾ State and Local Anti-Terrorism Training (SLATT) Program | Training | Bureau of Justice Assistance (ojp.gov)

⁽⁴⁶⁾ Borum, e-mail envoyé à l'auteur, 6 octobre 2019.

⁽⁴⁷⁾ Kundhani & Hayes, undermining human rights: Overeem, ethics, p. 19.

⁽⁴⁸⁾ Mythen et al., victimization, p. 736. Ragazzi, Suspect, p. 724.

⁽⁴⁹⁾ van de Weert & Eijkman, Subjectivity, p. 191.

⁽⁵⁰⁾ Agnew, Pressured; Brown & Abernethy, Sacred, p. 1003; Borum, vulnerabilities, p. 286.

⁽⁵¹⁾ Borum, Understanding, p. 7.

« *idéologie* », alors nous devons agir. Mais si elles rejettent la violence et adoptent simplement d'autres perspectives politiques, nous devons faire preuve de prudence, sinon nous risquons d'aggraver le problème. »

Membre de la commission d'experts du RAN et praticien au Royaume-Uni

2. Lutter contre les expressions non violentes d'extrémisme de droite

Pour rappel : nous parlons d'idéologies qui pourraient encourager le recours à la violence sans que leurs adeptes ne commettent eux-mêmes des actes de violence. Toutes les pratiques traditionnelles de contre-radicalisation (contre-discours, récits alternatifs, inoculation attitudinale, etc.) entrent en jeu. Mais les experts font souvent valoir qu'aucune stratégie n'est suffisante en soi. En général, les approches efficaces sont multiples et ciblées sur des individus spécifiques. Cela implique une analyse approfondie des groupes afin de comprendre quels types de messages parlent aux extrémistes de droite et à quelles normes ils adhèrent.

2.1 Que pouvons-nous apprendre de la théorie et de l'expérience des praticiens face aux idéologies extrémistes de droite ?

Prévenir et lutter contre le développement de l'intention de commettre des actes d'extrémisme violent est malheureusement un sujet peu étudié. Cependant, à l'heure actuelle, certains programmes peuvent être considérés comme « fondés sur des preuves ». ⁽⁵²⁾ En faisant observer que l'« extrémisme » est une étiquette utilisée pour interpréter un certain comportement, cela donne un point de départ. Il n'est pas du ressort du praticien en première ligne de déterminer à quel point la vision du monde ou le système de croyances d'une personne peut être « extrême ». L'objectif est de faire reculer les croyances et les visions du monde qui facilitent ou provoquent des actions violentes. La section suivante présente une sélection d'approches susceptibles de contrer efficacement l'extrémisme haineux.

Approches visant à modifier les attitudes et les comportements

Plusieurs recherches ⁽⁵³⁾ nous informent que l'engagement affectif, basé sur les émotions associées à la récompense et à l'appartenance, peut conduire à une participation accrue à un groupe radical. D'autre part, les émotions décevantes — liées à la récompense et à l'appartenance — pourraient entraîner une diminution de la participation. Le schéma suivant permet d'assurer la réussite de la lutte contre l'extrémisme :

- Les facteurs incitant à quitter l'extrémisme peuvent être regroupés en différentes catégories : doutes sur l'idéologie (engagement normatif), doutes sur le comportement (du groupe) (et le leadership) (engagement affectif), doutes liés à des questions personnelles et pratiques telles que les coûts attendus, p. ex. les coûts sociaux et économiques (engagement de continuité) ⁽⁵⁴⁾.
- Chaque catégorie de doute peut provoquer une crise dans l'engagement correspondant et détériorer le lien perçu à titre individuel avec le système de croyances et/ou avec un groupe.
- Les interventions ciblées doivent inclure un travail sur trois niveaux : l'affect, le pratique et l'idéologie ⁽⁵⁵⁾.

⁽⁵²⁾ Pistone et al., A scoping review, p. 22.

⁽⁵³⁾ Altier et al., Turning away, p. 647.

⁽⁵⁴⁾ Dalgaard-Nielsen, Promoting exit, p. 100.

⁽⁵⁵⁾ Rabasa et al., Deradicalizing Islamist extremists, p. 41.

- Se concentrer sur une seule forme d'engagement est insuffisant (p. ex., à travers le débat théologique et politique) ⁽⁵⁶⁾.

Qu'est-ce qui fonctionne

En pratique, les programmes d'intervention à l'échelle micro-sociale doivent se concentrer sur les mécanismes psychologiques de la radicalisation, mais aussi être adaptés aux besoins individuels et aux personnalités. Les approches suivantes s'appuient sur des preuves empiriques solides ⁽⁵⁷⁾ :

- approches axées sur la motivation ;
- méthodes de tutorat pour aider le sujet à faire face à des expériences de vie négatives ;
- approches de protection contre l'incertitude générale ;
- renforcement des compétences pour gérer les obligations fondamentales de la vie (par exemple, l'éducation, l'emploi) ;
- approches visant à prévenir une perte de sens au niveau personnel.

2.2 Approches et pratiques éprouvées

Souvent, les raisons qui mettent fin à un état d'esprit extrémiste de droite sont étroitement liées aux motivations d'adhésion. Le C-REX – Center for Research on Extremism (Centre de recherche sur l'extrémisme) de l'Université d'Oslo, distingue cinq types de participants idéaux qui rejoignent – et quittent – les groupes extrémistes pour des raisons très différentes : Les idéologues, les adeptes, les aventuriers, les personnes en colère et frustrées et les traditionalistes. Les chercheurs affirment également que les notions simplistes de radicalisation et de déradicalisation ne parviennent pas à expliquer les processus complexes d'implication dans des activités et des groupes extrémistes ⁽⁵⁸⁾. Cet aperçu aide à structurer et à planifier l'intervention individuelle en identifiant les points d'accès potentiels en vue d'une intervention grâce à une analyse approfondie de la situation de l'individu, de ses besoins et des griefs qui l'ont en premier lieu conduit à rejoindre un environnement extrémiste. En outre, les efforts de prévention n'ont de sens que s'ils sont fondés sur une compréhension approfondie du « pourquoi » et du « comment » des parcours menant à l'acquisition de convictions extrémistes de droite. Dans ce cadre, l'environnement social est crucial pour comprendre pourquoi une personne s'est tournée vers l'idéologie extrémiste de droite. Cela signifie que les travailleurs sociaux, au contact des familles et de la jeunesse doivent d'abord chercher à établir des contacts positifs avec les amis et la famille afin de trouver des solutions durables. ⁽⁵⁹⁾. S'il s'avère que la famille et les amis font partie du milieu radical, le travail social individualisé devient difficile. Toutefois, si une personne est seule à faire le choix de l'extrémisme violent, la recherche et la pratique montrent que c'est l'entourage qui peut avoir le plus d'impact sur le système de croyances et le comportement à risque de la personne ⁽⁶⁰⁾.

Thérapie familiale

Les programmes de thérapie familiale permettent de s'adresser à la famille d'une personne qui se trouve au début ou à des stades avancés d'un processus de radicalisation vers l'extrémisme violent dans le but de ralentir et d'arrêter ce processus. ⁽⁶¹⁾. Les programmes de thérapie familiale sont mis en place dans le cadre susmentionné en partant du principe que des conseillers spécialisés peuvent modifier l'engagement affectif vis-à-vis de l'environnement radical, ainsi que fournir une alternative attrayante à l'engagement, et modifier par la suite la poursuite de l'engagement. En conséquence, l'objectif principal consiste à éroder les formes

⁽⁵⁶⁾ Braddock, talking cure, p. 60.

⁽⁵⁷⁾ Gøtzsche-Astrup, empirical support, p. 93.

⁽⁵⁸⁾ What explains why people join and leave far-right groups? - C-REX - Center for Research on Extremism (uio.no).

⁽⁵⁹⁾ Williams et al., critical, p. 50.

⁽⁶⁰⁾ Voir pour une vue d'ensemble : Koehler, Understanding deradicalization, p. 145.

⁽⁶¹⁾ Koehler, De-radicalization, p. 120.

d'engagement par des alternatives positives afin de créer des ouvertures cognitives individuelles en vue d'une reconsidération idéologique. L'objectif de l'intervention est de renforcer les liens familiaux en tant que rempart face à la radicalisation ; elle ne vise pas à utiliser la famille comme source d'informations et de renseignements pour les autorités. Le travail de fond est effectué avec les familles et non avec les individus radicalisés.

Contre-discours

Lorsque l'on veut changer les attitudes, les contre-discours peuvent s'avérer efficaces ⁽⁶²⁾. Cette approche s'inscrit dans le cadre de stratégies éducatives visant à accroître la conscience de soi, la responsabilisation et à encourager la participation et le civisme. En 2017, le Centre of Excellence (Centre d'excellence) du RAN a identifié les catégories suivantes de sympathisants de l'extrémisme de droite ⁽⁶³⁾ :

- l'opinion publique,
- les personnes obsédées par l'immigration,
- les personnes politiquement incorrectes et fières,
- les manifestants,
- la résistance organisée.

De plus, les sympathisants semblent partager les mêmes facteurs de vulnérabilité ⁽⁶⁴⁾ :

- ils ont le sentiment d'avoir été pris pour cible (ou de l'être encore) ;
- ils s'estiment victimes de marginalisation et d'ostracisme ;
- certains comportements peuvent être déclencheurs pour ces sympathisants (p. ex., l'expression autoritaire ou l'approbation de la violence et de l'agression) ;
- ils sont souvent confrontés à des problèmes d'identité et à la recherche d'un sens à la vie ;
- le besoin d'appartenir à une famille ou à une communauté est souvent présent ;
- la colère et la peur découlant d'injustices perçues comme généralisées (p. ex. « on nous vole nos emplois », « les femmes sont maltraitées ») peut amener à vouloir faire des « sacrifices pour le bien de tous ».

Dans le prolongement de ces connaissances pratiques, trois émotions semblent prometteuses pour éloigner les individus des pensées et idées extrêmes : **la colère**, **l'espoir** et **la fierté** ⁽⁶⁵⁾. Chacune de ces émotions peut être suscitée par un message persuasif, moyennant des directives spécifiques.

Pour la colère :

- Mettre en évidence les actes extrémistes qui entravent la capacité des publics cibles à atteindre leurs objectifs.
- Cibler les personnes susceptibles d'adhérer au contenu d'un message de contre-radicalisation contenant des déclarations qui provoquent un degré élevé de colère. Faire ensuite des

⁽⁶²⁾ Braddock & Horgan, counter-narratives, p. 381.

⁽⁶³⁾ RAN Centre of Excellence, Audiences of right- and left-wing violent extremists, p. 2: https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/about-ran/ran-c-and-n/docs/ran_c-n_audiences_of_right_left-wing_violent_extremists_2-3_11_en.pdf

⁽⁶⁴⁾ RAN Centre of Excellence, Audiences of right- and left-wing violent extremists, p. 3: https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/about-ran/ran-c-and-n/docs/ran_c-n_audiences_of_right_left-wing_violent_extremists_2-3_11_en.pdf

⁽⁶⁵⁾ Mitchell Turner, Using emotion, pp. 114-119.

recommandations sur la manière de résoudre ou d'apaiser leur colère (il peut s'agir de solutions qui demandent à la fois beaucoup et peu d'efforts).

- Cibler les personnes qui n'ont aucune prédisposition à approuver le contenu d'un message de contre-radicalisation contenant des messages qui soulignent l'importance de remettre en question les comportements et les idéologies extrémistes violents et recommander des comportements pour calmer leur colère qui ne nécessitent pas d'efforts importants.
- Intégrer des contenus qui communiquent la facilité avec laquelle il est possible d'adopter des comportements qui défient le groupe extrémiste violent dans les appels à la colère (c'est-à-dire accroître l'efficacité des publics cibles).

Pour l'espoir :

- Identifier les comportements spécifiques que les publics cibles peuvent adopter pour les aider à atteindre leurs objectifs et qui sont incompatibles avec la propagande/les objectifs de l'extrémisme violent.
- Indiquer en quoi les comportements recommandés sont mieux adaptés pour atteindre les objectifs visés que ceux préconisés par les extrémistes violents.
- Mettre en évidence la facilité avec laquelle les comportements recommandés peuvent être mis en place.

Pour la fierté :

- Identifier différents types de groupes auxquels les publics cibles peuvent s'identifier et qui ne se livrent pas à des activités violentes.
- Mettez en évidence les objectifs des publics cibles que les groupes ont atteints sans recourir à la violence.
- Souligner les similitudes entre les publics cibles et les groupes non violents auxquels ils s'identifient.
- Mettre l'accent sur les activités réalisées par le groupe non-violent qui contredisent l'idéologie extrémiste violente.
- Identifier des comportements que les publics cibles peuvent adopter pour soutenir le groupe non violent.

Ces recommandations sont résumées à l'extrême, et la communication destinée à susciter des émotions comporte des nuances qui doivent être prises en compte avant l'élaboration d'un message persuasif. Les auteurs de messages intéressés peuvent se tourner vers les travaux de Richard Lazarus et de Carroll Izard pour bien comprendre les émotions discrètes et leur influence sur le comportement ⁽⁶⁶⁾.

Le groupe de travail Communication et récits (**RAN C&N**) du RAN a développé des guides pratiques pour mener des campagnes efficaces de contre-discours et de récit alternatif. Ce guide pratique combine les enseignements tirés et les principaux éléments des rencontres du RAN C&N avec une vue d'ensemble accessible des recherches dans le domaine. Voir : [Discours efficaces: Actualisation du modèle GAMMMA+](#).

Anciens extrémistes

La crédibilité du messenger est capitale. Les anciens extrémistes sont reconnus comme un groupe potentiel de porte-paroles crédibles dans le cadre de ces initiatives : « Ces personnes sont capables de parler de la futilité et des défauts de la violence et de l'extrémisme, de décrire la sinistre réalité du quotidien de ces

⁽⁶⁶⁾ Lazarus, Emotion and Adaptation; Lazarus, changing outlooks, p. 20; Izard, Human Emotions.

réseaux et de délégitimer les discours qui encouragent la violence » (67). Encore une fois, il est raisonnable de penser que de nombreux facteurs jouent un rôle dans la détermination des effets des contre-discours, tels que les motifs d'attirance au niveau individuel, la crédibilité de l'ancien extrémiste, le contexte de la réception du message et la connaissance des « véritables » intentions des messages ou celles des ceux qui les transmettent. En outre, le statut d'« ancien » à lui seul ne suffit pas à faire passer le message. Néanmoins, le rôle des anciens extrémistes qui s'expriment contre la violence et le radicalisme a un énorme potentiel dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent, notamment dans le domaine de la prévention. La crédibilité qui découle des biographies et des expériences personnelles des anciens l'emporte largement sur la crédibilité de la plupart des autres sources (68).

Dans ce contexte, la plateforme en ligne Against Violent Extremism (AVE) (Lutte contre l'extrémisme violent) coordonnée par l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) (Institut pour le dialogue stratégique) constitue une initiative. Elle réunit d'anciens extrémistes, des victimes du terrorisme et des experts potentiels sur un même réseau social. Voir : <http://www.streetfootballworld.org/>

Le RAN a organisé plusieurs réunions sur le sujet des discours extrémistes. Fin 2017, le groupe de travail C&N a organisé une [réunion](#) (69) sur les sympathisants de gauche et de droite au cours de laquelle les publics cibles ont été identifiés ainsi que les discours et les stratégies de communication des différents sympathisants. Au cours de cette réunion, les leçons apprises permettant de promouvoir les contre-discours et récits alternatifs ont été identifiées et partagées. En 2019, le RAN et C&N a collaboré avec le [groupe de travail du RAN consacré à la police et aux forces de l'ordre \(POL\)](#) afin de mieux identifier les récits et stratégies actuels et futurs utilisés par les groupes extrémistes islamistes et de droite violents. Le « [Factbook on Far-Right Extremism](#) » de 2019 inclut également des informations relatives aux discours, au symbolisme et aux stratégies utilisés.

En 2020, l'accent a été mis plus largement sur les récits de conspiration, avec une réunion d'experts à petite échelle axée sur [le rôle des mythes de conspiration dans les processus de radicalisation](#), un webinaire sur le même sujet et une réunion du groupe de travail Youth and Education Workin (Y&E) (Jeunesse et éducation) du RAN consacrée aux récits (post) [COVID-19 qui polarisent](#).

Esprit critique et civisme actif

L'une des dernières découvertes de la recherche est l'utilisation des théories de la communication pour contrer les acteurs violents. Cette approche est développée par Kurt Braddock, conseiller de plusieurs organisations, dont la direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations unies et le Comité sur la sécurité nationale de la chambre des représentants des États-Unis. M. Braddock aborde la communication politique et les stratégies de communication en matière de santé pour soutenir les efforts de lutte contre l'extrémisme. Il existe quatre théories concernant les tactiques de persuasion applicables aux praticiens. Les praticiens apprennent à comprendre les pratiques de persuasion courantes utilisées par les extrémistes et les acteurs violents et à les utiliser en retour. Toutefois, l'utilisation de cette approche nécessite des compétences et une formation, car la « pensée fermée » est un préjugé possible. C'est-à-dire Chaque contre-argument peut alimenter l'argument d'origine des extrémistes ou même faciliter la théorie du complot.

Il existe trois thèmes clés lorsqu'on essaie de persuader une personne de renoncer à une idéologie violente (70) :

1. le doute idéologique

(67) Briggs & Feve, Review programs, p. 17 : <https://www.counterextremism.org/resources/details/id/444/review-of-programs-to-counter-narratives-of-violent-extremism-what> ; Susan, lessons, p. 65.

(68) Koehler, Understanding deradicalization, p. 150.

(69) RAN Centre of Excellence, Audiences of right- and left-wing violent extremists: https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/default/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/about-ran/ran-c-and-n/docs/ran_c-n_audiences_of_right_left-wing_violent_extremists_2-3_11_en.pdf

(70) Dalgaard-Nielsen, Promoting exit, p. 101.

2. le doute lié au groupe et au leadership
3. le doute lié aux questions personnelles et pratiques

Les recommandations pratiques pour les personnes externes chargées des interventions sont les suivantes :

- elles doivent rester proche du doute de la personne qui pourrait partir,
- elles doivent faire en sorte que la tentative d'influence soit aussi subtile que possible,
- elles doivent faire usage de discours et de stratégies d'affirmation de soi pour réduire la résistance à la persuasion, et
- elles doivent envisager la possibilité de promouvoir un changement d'attitude par le biais d'un changement de comportement, plutôt que de chercher à influencer directement les croyances.

Cela doit se faire plus particulièrement en :

- (ré-)humanisant l'ennemi (p. ex. réagir à la compréhension et à la compassion),
- empêchant l'apologie de la violence,
- tirant parti des tensions et des conflits internes au sein du ou des groupe(s) extrémiste(s) et entre les groupes (p. ex., débats sur le décalage entre les actions et l'impact),
- tirant parti d'un mauvais leadership (p. ex., traits de caractère dictatoriaux et oppressifs),
- tirant parti de questions et pratiques personnelles telles que les sentiments de culpabilité, la nostalgie d'une vie normale et l'épuisement.

Un membre de la commission d'experts du RAN explique pourquoi la pratique de la persuasion est si importante pour commencer à briser l'attachement d'une personne à des groupes ou à des pensées extrêmes ⁽⁷¹⁾ :

« Le fait de désigner l'« autre » comme bouc émissaire est un mécanisme difficile à briser – il faut convaincre les gens que leurs arguments ont des failles et que, même s'ils ne sont pas d'accord avec votre point de vue, ils doivent seulement voir qu'il existe un autre point de vue plausible. Les groupes ou idéologies qu'ils adoptent leur offrent quelque chose qui manque dans leur vie – un besoin non satisfait. Ils n'ont pas besoin de nous écouter si nous ne parvenons pas à la remplacer ou à proposer une alternative viable. Par conséquent, identifier ce besoin non satisfait peut s'avérer être un véritable défi – il faut avoir recours à un partenariat interinstitutionnel pour y parvenir. Il y a également l'idée reçue selon laquelle les acteurs d'extrême droite doivent simplement adopter un point de vue progressiste, mais ils l'intégreront dans leur discours et penseront que vous tentez de leur « laver le cerveau » avec une « vision du monde de gauche ». Enfin, nous devons comprendre les inquiétudes réelles, p. ex. est-ce qu'il y a trop d'immigration et est-il légitime d'en avoir peur ? Avoir cette opinion est parfaitement normal, tout comme il est parfaitement normal d'être en désaccord avec ce point de vue. Il n'est toutefois pas admissible de diaboliser des communautés de migrants à cause de cela ou de légitimer la violence comme moyen d'inverser la situation. Voilà en quoi consiste notre mission. »

⁽⁷¹⁾ Baldet, e-mail envoyé à l'auteur, 16 octobre 2020

Boîte à outils

La [Collection of Inspiring Approaches and Practices \(Bibliothèque des approches et pratiques inspirantes\) du RAN](#) et la [base de données concernant la lutte contre l'extrémisme d'Impact Europe](#) fournissent des informations sur un panel d'interventions visant à contrer l'extrémisme/la radicalisation, y compris sur des interventions spécifiques à l'extrémisme de droite. Leur objectif consiste à pousser les praticiens à mettre en place des interventions bien pensées qu'il est possible d'évaluer. Il est possible de rechercher des exemples d'interventions en fonction de différentes variables dans le cadre de trois catégories : interventions, facteurs de radicalisation et évaluations. Il est également possible d'ajouter plus d'une sélection pour chaque variable et plus d'une variable pour chaque catégorie.

2.3 Une technique prometteuse ?

La section précédente a présenté certains outils et certaines méthodes connus, mais qui ont démontré leur efficacité. Dans cette partie, nous allons nous attarder sur une technique prometteuse permettant d'éviter que l'intention de commettre des actes relevant de l'extrémisme violent ne prenne forme : l'inoculation attitudinale.

Inoculation attitudinale ⁽⁷²⁾

Les recherches menées dans différents domaines ont montré qu'il est possible d'inoculer des attitudes permettant de lutter contre la propagande à peu près de la même manière qu'on immunise le système immunitaire contre des attaques de virus. En exposant les individus à un message persuasif contenant des argumentations de faible intensité contraires à une attitude établie (p. ex. un message subliminal ou un message qui intègre à la fois des contre-arguments et des réfutations de ces contre-arguments), ceux-ci sont susceptibles de développer une résistance contre les futurs messages persuasifs à caractère idéologique. Cette méthode s'avère efficace pour éviter qu'une personne n'adopte des croyances et attitudes conformes aux idéologies extrémistes violentes. Lorsque les gens sont exposés à un message d'inoculation avant de lire de la propagande extrémiste, cela déclenche chez eux une réaction psychologique qui, à son tour, diminue l'intention d'adhérer à l'idéologie extrémiste. L'inoculation nuit également à la crédibilité du groupe extrémiste, ce qui réduit l'intention de lui apporter son soutien. Ni la source à l'origine du message d'inoculation ni l'orientation idéologique de la propagande ne modère ces relations. La recherche a montré que l'inoculation d'individus contre la propagande extrémiste les aide à ne pas se laisser convaincre. À ce titre, l'inoculation pourrait s'avérer être un outil utile dans la lutte permanente contre les groupes extrémistes et leurs efforts d'attirer des gens en d'autres circonstances pacifiques vers la violence. Cela a des conséquences en ce qui concerne l'élaboration de messages destinés à éviter que les idéologies extrémistes n'aient plus de sympathisants.

2.4 Quels sont les principaux défis à relever lorsque l'on travaille avec des acteurs extrémistes de droite ? – Observations des praticiens

Lutter contre les expressions non violentes de l'extrémisme de droite est un processus de personnalisation permanent. Par conséquent, il est utile de connaître les expériences et les histoires vécues par les praticiens en première ligne. Des fonctionnaires de tous horizons parlent des pièges qu'ils ont rencontrés. Leurs noms ne seront pas mentionnés dans le texte.

Conseils d'ordre général d'un praticien actif dans la lutte contre l'extrémisme violent ⁽⁷³⁾.

⁽⁷²⁾ Braddock, Vaccinating, p. 5.

⁽⁷³⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 16 octobre 2020.

Commencer tôt – par le biais de l'éducation par exemple afin d'ébranler la pensée conspirationniste et mettre en évidence les contradictions des théories du complot.

Les émotions importent plus que les faits – il est inutile de montrer aux gens des statistiques sur les avantages de l'immigration pour un pays. Il est plus efficace de leur faire parvenir des histoires ou des témoignages forts de migrants pour lesquels l'installation dans un autre pays a sauvé la vie, ou un récit émouvant montrant comment une personne issue d'une communauté de migrants a apporté sa contribution (sauver une vie, actes charitables). Cela peut paraître stéréotypé, mais il est important de dépeindre « l'autre » comme étant « tout simplement comme nous » et discréditer le discours « eux et nous » martelé par l'extrémisme de droite.

Connaître ceux qui vous écoutent – le message qui fait écho chez un nationaliste culturel (patriotes, fiers de leur pays, pas toujours intrinsèquement racistes mais souvent anti-musulmans et anti-immigration) ne parlera pas nécessairement à un nationaliste blanc (qui va plus loin que les nationalistes culturels et veut des zones réservées aux blancs, favorise le rapatriement forcé des communautés non blanches, antisémite, raciste).

Se concentrer sur les croyances conspirationnistes qui étayent les idéologies – cela évite d'entrer en confrontation avec l'identité et l'opinion politique des gens et discrédite les absurdités qui alimentent la suspicion, l'hostilité et la violence. Cela peut ensuite fragiliser une opinion politique chez les éléments les plus « extrêmes ».

Respecter les libertés fondamentales – pour ceux qui ont de véritables griefs politiques, leur permettre de faire pression (marches, manifestations) et éviter qu'ils ne cherchent à évacuer leurs émotions par le biais de méthodes ou de groupes plus extrêmes. Mais être clair sur le maintien de l'ordre en matière de violence, de sectarisme et de haine. Il s'agit d'un équilibre difficile à trouver, qui nécessite un engagement avec les communautés qui se sentiront les plus touchées par ces manifestations.

Expériences des praticiens

Lorsque l'on compare les différentes stratégies appliquées dans différents pays, trois approches générales se dégagent :

1. l'approche scandinave, axée sur les mesures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (p. ex. Norvège);
2. une approche sous différents angles combinant des mesures liées à la sécurité et une approche préventive (p. ex. aux Pays-Bas et en Allemagne) ; et enfin
3. une approche axée sur les mesures de surveillance/lutte contre la criminalité (p. ex. en France).

Les praticiens suivants ont été choisis en fonction des différentes approches qu'ils ont adoptés. Cependant, étant donné que faire face aux acteurs non violents dans les zones grises entre l'idéologie extrémiste de droite et la liberté d'expression fait partie du domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, l'approche axée sur la surveillance ne sera pas abordée ici.

Coordinateur de prévention en Norvège ⁽⁷⁴⁾ :

(74) E-mail envoyé à l'auteur, 24 août 2020.

« Les groupes en Norvège se sont « radicalisés ». Dans les années 1990, de nombreux extrémistes de droite étaient des jeunes marginalisés (principalement des garçons), avec lesquels il était possible de coopérer, ainsi qu'avec leurs parents et d'autres acteurs publics. Aujourd'hui (principalement avec le Mouvement de résistance nordique), ils ont une politique interne plus stricte de non-coopération avec la municipalité et/ou la police et sont plus difficiles à atteindre. En outre, il s'agit des mêmes problèmes que ceux rencontrés avec de nombreux groupes/milieus extrémistes ; les personnes qui veulent partir ont des difficultés à le faire du fait des menaces et de la perte de liens sociaux. À quoi s'ajoute toute la discussion sur le désengagement et la déradicalisation. »

Consultant spécialiste de la lutte contre l'extrémisme en Allemagne ⁽⁷⁵⁾ :

« Il faut maintenir une distance pour ne pas se laisser piéger par l'idéologie, que ce soit lorsqu'on se prépare à faire face à des extrémistes de droite en consultant la littérature ou lorsqu'on s'adresse directement à eux. Ils peuvent essayer de convaincre un praticien, qui peut avoir ou non de la sympathie pour certains de leurs propos, pour leur idéologie extrémiste. Toutefois, il faut faire preuve d'empathie afin de ne pas repousser par inadvertance la personne radicalisée. Il doit y avoir des alternatives viables pour amener une personne à se désengager. Néanmoins, il ne faut pas s'approprier les problèmes d'autrui, ce qui entraînerait un stress psychologique. »

Travailleur social aux Pays-Bas ⁽⁷⁶⁾ :

« Il est vrai qu'une majorité de personnes ne voit que ce qu'elle veut bien voir : les professionnels occidentaux (très) éduqués considèrent que l'extrémisme de droite ne doit pas être pris au sérieux. Les idées nationalistes sont considérées comme « normales » et inoffensives. Le racisme et la discrimination sont encore approuvés de manière inconsciente. Au cours de ma carrière de travailleur social et d'enseignant, j'ai littéralement rencontré plus d'idées extrémistes de droite que toute autre pensée radicale, et ce dans tous les milieux. Mais je n'ai jamais été formé à les reconnaître. En réalité, nous n'avons pas suffisamment de connaissances juridiques et d'expérience pour y faire face. Donc nous les traitons comme quelque chose qui ne représente pas une menace. Il faut donc veiller à ne pas trop s'impliquer ; à ne pas établir de rapports personnels. Lorsqu'elles s'approchent et que nous ne les reconnaissons pas comme un danger, il est également difficile de les dénoncer et d'agir. »

Chercheur et consultant en Allemagne ⁽⁷⁷⁾ :

« Il est primordial de toujours privilégier le professionnalisme. Le meilleur facteur, et le plus important, est une formation de haute qualité des chargés de dossiers afin qu'ils apprennent à maintenir une distance professionnelle, à recourir à des méthodes et à des outils corrects et à comprendre comment demeurer en sécurité dans un environnement très hostile et émotionnellement épuisant. Trop de personnes dans ce domaine sont animées par des valeurs morales, ce qui est important ; mais sans formation et structures professionnelles, ce travail deviendra rapidement une menace pour la santé mentale et physique. »

➔ Dans l'idéal, les praticiens devraient être formés dans différents domaines ⁽⁷⁸⁾ :

- Connaissances juridiques fondamentales (p. ex. système pénal, procédures pénales).

⁽⁷⁵⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 8 août 2020.

⁽⁷⁶⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 18 août 2020.

⁽⁷⁷⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 10 octobre 2020.

⁽⁷⁸⁾ Koehler & Fiebig, Knowing what to do, p. 8.

- Connaissances sur le contenu idéologique et les sous-cultures de l'extrémisme de droite.
- Facteurs de motivation dans les processus de radicalisation et de déradicalisation identifiés dans la recherche.
- Méthodes permettant d'accroître le sentiment de reconnaissance, d'importance et d'identité individuelle du sujet.

Expériences de praticiens :

Coordinateur de prévention en Norvège ⁽⁷⁹⁾ :

« Notre solution au niveau local a été de faire face à l'extrémisme non violent sous toutes ses formes par le biais d'autres acteurs municipaux, tels que les clubs de jeunes, les écoles et les services sociaux. C'est également compliqué – mais ils ont un mandat par le biais de la loi et/ou de lignes directrices leur permettant de faire face par exemple à la haine, à l'hostilité envers les groupes, au racisme, aux discours haineux et de promouvoir la démocratie, l'égalité, les droits de l'Homme, etc. Il sera par exemple important de ne pas restreindre la liberté d'expression dans les salles de classe, tout en veillant à ce que les enseignants se sentent en confiance pour affronter les sentiments extrémistes. J'ai pleinement conscience qu'il s'agit d'un tout – à un moment donné, la police ou les services de renseignement doivent également agir face à certains types d'extrémisme non violent – mais ce sujet a été trop peu abordé pour que nous ayons de bonnes pratiques. Il s'agit d'une discussion « classique » dans les milieux universitaires qui étudient la radicalisation et l'extrémisme, mais elle n'a pas été suffisamment abordée par les praticiens. Lorsque l'on traite les dossiers des extrémistes non violents (comme nous le faisons parfois en tant que municipalité), il est important de souscrire aux mêmes principes que pour les autres dossiers : coopération, compétences en matière de communication, honnêteté et engagement à long terme. »

Consultant spécialiste de la lutte contre l'extrémisme en Allemagne ⁽⁸⁰⁾ :

« Chaque cas est unique. Il est primordial de d'abord se faire une idée, puis de trouver des réponses. Cependant, il existe un risque d'adopter les positions idéologiques des personnes radicalisées. D'où la nécessité de se réfugier dans un cadre naturel et de disposer d'un réseau de parents ou d'amis qui ne sont pas nécessairement impliqués dans la lutte contre l'extrémisme. Néanmoins, les praticiens expérimentés peuvent être en mesure de mieux aborder la question que les membres de la famille et les amis des personnes radicalisées, car la famille est submergée par la vie quotidienne, et non formée (il peut y avoir des raisons inavouées, personnelles ou liées au groupe de dénoncer une personne autre que la peur de la radicalisation). Toutefois, il peut y avoir une réticence à dénoncer une personne, pour des raisons de solidarité. »

Travailleur social aux Pays-Bas ⁽⁸¹⁾ :

« Reconnaître et oser rendre négociable ce que vous pensez être négociable. Ne pas porter de jugement. Il existe encore un tabou parmi les professionnels dans les domaines de l'aide sociale, de la police, de l'éducation et de la protection de la jeunesse qui empêche de débattre de ces questions de manière raisonnable à tous les niveaux. La plupart des professionnels manquent de connaissances et d'expérience, ce qui permet de problématiser rapidement les signaux au lieu de les normaliser. En conséquence, le cas suivant est souvent amplifié et la situation se détériore. Il y a un manque de sensibilisation autour des conséquences. »

→ Des interventions précoces pourraient s'avérer contre-productif ⁽⁸²⁾

- Les extrémistes peuvent cacher leurs convictions, ce qui rend difficile d'identifier leur comportement criminel individuel et des autres membres de leurs réseaux.
- Ils peuvent changer de terrain d'action, privilégier Internet par exemple.

⁽⁷⁹⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 24 août 2020.

⁽⁸⁰⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 8 août 2020.

⁽⁸¹⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 18 août 2020.

⁽⁸²⁾ E-mail envoyé à l'auteur, 8 août 2020.

- Les sympathisants de l'idéologie extrémiste peuvent être davantage marginalisés ou exaspérés, notamment lorsqu'une personne est critiquée publiquement, elle peut alors faire figure de « héros ».
- Les personnes concernées par les mesures préventives pourraient se sentir offensées et mener une action violente.

3. Prendre des précautions

3.1 Comment protéger les praticiens des menaces violentes et des réactions extrémistes ?

Il existe une tendance générale à la « sécurisation », c'est-à-dire au déploiement d'officiers de police ou de renseignement en tant que chargés de dossiers, ou à la mise en place d'interventions dans le but spécifique de collecter des renseignements. Ce processus de sécurisation est compréhensible ⁽⁸³⁾ mais, par nature, il risque de mettre en péril le succès et la pérennité de l'ensemble.

Se méfier de la tendance à la sécurisation

1. Premièrement, il a été démontré que le niveau de coopération avec les agences de sécurité — en ce qui concerne des informations spécifiques fournies — a pour effet **direct de provoquer des répercussions potentiellement violentes contre le transfuge**. Le fait d'être considéré comme des « traîtres » augmente le risque de représailles de l'ancien groupe contre les participants au programme ou leur famille, ce qui pourrait créer des risques supplémentaires de radicalisation et de recrutement dans des groupes terroristes au sein de la communauté.
2. Deuxièmement, si les participants potentiels ont l'impression qu'on attend d'eux qu'ils fournissent des renseignements à leurs anciens ennemis, cela peut créer de fortes barrières psychologiques empêchant la défection et même se retourner contre eux, lorsque les individus et leurs groupes les perçoivent comme un autre moyen de guerre contre leurs ennemis. Ainsi, les programmes de déradicalisation **ultra sécurisés risquent d'accroître les processus de radicalisation**.
3. Troisièmement, ces mécanismes pourraient considérablement accroître la difficulté d'une réintégration réussie à long terme si le participant au programme souhaite retrouver une vie normale. Les membres de la famille ou de la communauté, les anciens amis, les collègues et autres « **personnes concernées** » **peuvent considérer la coopération avec les autorités comme une faiblesse, une trahison voire même un motif de suspicion** (p. ex., en considérant la personne comme un potentiel espion du gouvernement).

- Les facteurs de protection face à l'extrémisme de droite, tels que la personnalité, l'éducation, une famille et des amis stables et un environnement de travail favorable, rendent le fait d'affronter des idéologies extrêmes plus supportable pour les praticiens en première ligne.
- Un praticien ne doit cependant pas parler de sa vie privée de manière trop large lorsqu'il s'adresse à des personnes radicalisées. En tout cas, il y a une différence entre l'empathie et la compassion excessive.
- Les praticiens doivent entrer en contact avec des personnes radicalisées uniquement dans un cadre professionnel. Dans l'idéal, les travailleurs sociaux ou les thérapeutes, par exemple, rencontrent leurs clients dans un lieu neutre, tel qu'un bureau.

⁽⁸³⁾ Koehler, *Radical groups*, p. 45.

- Les praticiens doivent faire de leur mieux pour éviter de montrer tout signe d'inimitié envers les personnes radicalisées. Il faut expliquer que le praticien apporte son aide au lieu d'appliquer des mesures arbitraires.
- Il devrait y avoir peu de réactions indésirables, à l'exception des réactions irrationnelles qui peuvent se produire parfois. Si c'est le cas, il faut mettre un terme à l'engagement.

Bonne pratique : Faire face aux menaces violentes ⁽⁸⁴⁾

Bien que minime, il existe un risque que les praticiens subissent des attaques violentes. Les risques diffèrent en fonction du rôle respectif des personnes impliquées dans les cas. Cependant, il y a quelques lignes directrices à mettre en place.

En 2017, lorsque le coordinateur national suédois pour la sauvegarde de la démocratie contre l'extrémisme violent (actif de 2015 à 2018) a demandé aux coordinateurs locaux luttant contre l'extrémisme violent de 290 municipalités suédoises (travaillant généralement au sein des services sociaux ou de sécurité locale) s'ils avaient été exposés à des menaces de quelque nature que ce soit du fait de l'extrémisme violent, seul 1 % (sur 234 personnes ayant répondu) a déclaré y avoir été exposé. Cependant, la personne qui a répondu à l'enquête n'est peut-être pas une personne qui travaille quotidiennement avec des individus et n'est peut-être pas autant exposée qu'un travailleur social ou qu'un travailleur auprès des jeunes, qui côtoie chaque jour des individus. Par ailleurs, un extrémiste menace rarement les travailleurs sociaux. Ce sont plutôt les fonctionnaires municipaux chargés de l'octroi des autorisations qui peuvent courir un risque, car ils peuvent restreindre l'accès aux locaux dont la municipalité est propriétaire s'ils estiment qu'ils ne conviennent pas aux personnes susceptibles d'appartenir à une organisation extrémiste ou d'avoir des opinions extrémistes.

Facteurs de protection

Le principal facteur de protection est la **sensibilisation** et le soutien de la part de la direction de l'organisation. La sensibilisation est intimement liée à la connaissance de l'idéologie extrémiste de droite et du mode de fonctionnement des extrémistes. Fournir des informations aux praticiens sur les éléments de l'idéologie extrémiste de droite est un moyen de les sensibiliser et de les guider vers les endroits où ils peuvent obtenir plus d'informations.

La sensibilisation est également liée à un personnel bien **informé** sur les lieux où s'adresser et ce qu'il faut faire s'il est exposé à des menaces ou à des attaques. Il faut s'assurer que les praticiens sachent comment faire une capture d'écran (si la menace est envoyée par e-mail ou par le biais d'un autre outil numérique), où appeler si le collègue pense être harcelé, etc. Il y a une mince différence entre sensibiliser et susciter l'inquiétude auprès du personnel, ce qui incite à la prudence. Les « conseils pratiques » sont souvent l'outil le plus précieux.

Les valeurs fondamentales de l'organisation doivent être formulées de manière à ce qu'il existe une **base solide** sur laquelle l'agent public/praticien puisse s'appuyer afin d'éviter d'être accusé de prendre des décisions arbitraires. Dans de nombreux cas, les extrémistes de droite utilisent Internet pour définir leur programme et critiquer les décisions, en nommant souvent les fonctionnaires de manière explicite sur différents sites web et forums en ligne. Cette situation est bien sûr inconfortable pour la plupart des gens, et un tel retour de bâton par le biais d'une exposition en ligne devrait être traité comme une forme d'attaque/violence à part entière. Cela souligne à nouveau la nécessité de structures bien connues et bien rodées permettant d'assurer la sécurité du personnel.

⁽⁸⁴⁾ Cette partie est rédigée avec l'aide d'Anna Hedin Ekström, étudiante en doctorat à l'Université de Gävle, où elle se penche sur les questions relatives à l'influence illicite, à l'environnement de travail, à l'extrémisme violent et à la sécurité. Dans le cadre du projet « Countering extremism on a local level » (Lutte contre l'extrémisme au niveau local), dirigé par Harvard, elle soutient les organisations dans leur évaluation.

L'existence d'un point de contact précis chargé de traiter les menaces à l'encontre des employés est bénéfique. Celui-ci peut jouer un rôle essentiel en évaluant la situation, en prenant des précautions et en s'assurant que le bien-être de l'employé est pris en compte avec l'aide du chef de service et du service des ressources humaines concernés.

Des règles de base claires sont également importantes pour expliquer au personnel ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. De nombreux membres du personnel en première ligne sont habitués à être harcelés – parfois menacés – et considèrent parfois que cela « fait partie de leur travail » et ne le signalent donc pas à leur employeur. Cela signifie aussi parfois qu'ils ne le signalent pas à la police, en partie parce qu'ils pensent que l'affaire sera classée sans suite, mais aussi par crainte d'être davantage exposés. À court terme, cela peut amener de brillants praticiens à quitter leur emploi et, à long terme, cela constitue une grave menace pour les institutions démocratiques.

Recommandations

L'International Centre for Counter-Terrorism (ICCT) (Centre international de lutte contre le terrorisme) a mené des recherches sur les agressions et les violences à l'encontre des titulaires de mandats politiques à l'échelle locale et a procédé à une évaluation des instruments de lutte contre celles-ci. Il en a résulté un certain nombre de recommandations qui, malgré leur nature et leur objectif différents, peuvent également s'appliquer au praticien en première ligne. En voici une sélection ⁽⁸⁵⁾ :

1. Minimiser le rôle du praticien, le cas échéant, en dépersonnalisant la prise de décision ; Communiquer les décisions qui doivent être prises en équipe ou par le manager.
2. L'efficacité de l'approche ainsi que le sentiment de sécurité sont également encouragés pour s'accélérer et se poursuivre immédiatement en cas de menace détectée. De bonnes voies de communication directes avec la police et le procureur général sont une condition préalable indispensable dans ce cadre.
3. La police doit être impliquée non seulement dans le cas d'une menace concrète, mais aussi dans le cas d'une menace potentielle et d'un grand sentiment d'insécurité concret de la part du praticien.
4. L'organisation et la mise en place d'un système d'apprentissage sur les agressions et la violence pour les municipalités où les meilleures pratiques sont intégrées et activement partagées peuvent aider à la structuration de l'attention et accroître leur propre efficacité le cas échéant.

Pour approfondir

1. Van de Weert, A. & Eijkman, Q.A. (2021). Reconsidering Early Detection in Countering Radicalization by Local Frontline Professionals. *Terrorism and Political Violence*, 33(2), 397-408: 10.1080/09546553.2021.1880237
2. Koehler, D., & Fiebig, V. (2019). Knowing what to do. *Perspectives on Terrorism*, 13(3), 44-62.
3. Braddock, Kurt. 2019. « Vaccinating Against Hate: Using Attitudinal Inoculation to Confer Resistance to Persuasion by Extremist Propaganda. » *Terrorism and Political Violence*). <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09546553.2019.1693370>

⁽⁸⁵⁾ Sinning et al., Sterke Schouders.

Annexe

[Factbook – Far-right extremism](#) (Décembre 2019), au cours des trois dernières décennies, l'univers de l'extrémisme d'extrême droite (FRE) a subi de nombreux changements : il est passé du monde hors ligne au monde en ligne ; il s'est infiltré dans la culture du jeu vidéo ; et il a développé des activités transfrontalières et des réseaux transnationaux, pour ne citer que quelques exemples. Ce dossier documentaire présente un panorama de la mouvance d'extrême droite, qui va des groupes néo-nazis « classiques » aux groupes de protestation locaux s'opposant à une « islamisation » perçue, en passant par les personnes partageant les mêmes idées en ligne se considérant comme des membres du mouvement alt-right. L'accent est mis sur les groupes extrémistes violents et sur les groupes faisant la promotion de la violence ou la cautionnant.

« Le milieu de droite est décrit comme extrêmement hétérogène, tant d'un point de vue structurel qu'idéologique. Les organisations établies sont principalement connues pour exister au sein du paysage néo-nazi. L'un des groupes les plus importants est Blood & Honour (B&H), qui a vu le jour au **Royaume-Uni** en 1987. Son objectif consiste à former des « soldats politiques » afin de mener une « guerre raciale » et de sauver la « race blanche ». L'organisation dispose de sections dans différents pays européens, dont la **Belgique** et le **Portugal**. Elle a été interdite en **Allemagne** en 2000. **La Belgique** a rapporté qu'en 2019, l'organisation B&H, qui avait souffert de dissensions et de divisions internes par le passé, s'est principalement engagée dans des activités de mise en réseau, telles que des concerts de musique, plutôt que dans l'activisme et la diffusion d'une idéologie.

Le Portugal a signalé que sa section nationale du mouvement néonazi Hammer skin Nation poursuivait ses activités. Malgré une capacité réduite à mobiliser des adeptes et des membres, le groupe a organisé une nouvelle édition de l'« European Officers Meeting » (EOM) (Réunion des officiers européens) à Sintra en janvier. En outre, au mois de mars, le groupe a organisé à Lisbonne une réunion rassemblant différentes générations de skinheads, dont des vétérans militants de l'ancien Movimento de Ação Nacional (MAN, « Mouvement d'action nationale ») et d'anciens membres des groupes de rock Ódio (« Haine ») et Guarda de Ferro (« Garde de fer »), qui avaient cessé leurs activités plusieurs années auparavant.

En **Finlande** et en **Suède**, le Nordiska motståndsrörelsen (NMR, « Mouvement de résistance nordique ») était l'organisation néonazie dominante en 2019. En **Finlande**, le NMR a rencontré des difficultés en raison d'une procédure d'interdiction en cours et ses membres ont créé un nouveau groupe extrémiste de droite. Le NMR exerce principalement des activités de propagande, mais dispose également de forces paramilitaires et s'efforce d'organiser, d'équiper et de former ses membres en vue d'une future lutte armée supposée. En **Suède**, le NMR a participé à des élections, mais n'a jusqu'à présent obtenu aucun mandat. En 2019, le NMR a organisé de grands rassemblements en plusieurs endroits en **Suède**, qui ont parfois donné lieu à de violentes confrontations avec la police et des opposants idéologiques. En 2019, d'éminents dissidents du NMR ont créé Nordisk Styrka (NS, « Force nordique ») en **Suède**. Ils auraient été mécontents, entre autres, de l'orientation parlementaire du NMR. Right-Wing Resistance (RWR) (Résistance de droite) est une petite organisation extrémiste de droite ayant des liens internationaux. Il existerait en **Belgique** et en **Suède**.

En **France**, l'extrémisme de droite demeure désorganisé. Les mouvements extrémistes de droite structurés, tels que le mouvement néofasciste Troisième Voie (« Third Path ») et le mouvement monarchiste Action française (« French Action »), ont perdu de leur influence suite à des autodissolutions en 2014, dans le but d'éviter des interdictions formelles après la mort d'un militant de gauche lors d'un attentat.

En **Grèce**, suite aux arrestations d'individus impliqués dans les organisations Combat 18 Hellas et Anentachtou Maiandriou Ethnikistes (AME, « Nationalistes du Méandre non alignés ») en 2018, il a été observé que l'activité des extrémistes de droite était très faible en 2019. Elle s'est manifestée principalement par des graffitis. Les membres ont participé à des rassemblements d'organisations nationalistes portant sur des questions telles que la crise des réfugiés. En outre, l'année 2019 a été marquée par de violents incidents contre des personnes, qui ont causé des blessures et des dommages

matériels. Les principales cibles étaient la police ; les représentants politiques et les locaux des partis politiques ; les immigrants ou les réfugiés ; les anarchistes et le milieu anti-autoritariste. »

Bibliographie

- Carter, E. (2018) . Right-wing extremism/radicalism: Reconstructing the concept. *Journal of Political Ideologies*, 23(2), 157–182.
- Claessen, D., Eijkman, Q., & Lamkaddem, M. (2019). Social support and access to justice at the kitchen table? An assessment of the legal capabilities of community social care professionals in the Netherlands. *European Journal of Social Work*, 1-14. <https://doi.org/10.1080/13691457.2019.1630604>
- Crank, J., Flaherty, D., & Giacomazzi, A. (2007). The noble cause: An empirical assessment. *Journal of Criminal Justice*, 35(1), 103-116.
- Dalgaard-Nielsen, A. (2013). Promoting exit from violent extremism: Themes and approaches. *Studies in Conflict & Terrorism*, 36(2), 99-115.
- de Graaf, B., & de Graaff, B. G. J. (2010). Bringing politics back in: The introduction of the 'performative power' of counterterrorism. *Critical Studies on Terrorism*, 3(2), 261-275.
- Eijkman, Q., & Roodnat, J. (2017). Beware of branding someone a terrorist: Local professionals on person-specific interventions to counter extremism. *Journal for Deradicalization*, (0), 175-202.
- Finkelstein, J., et. al., « COVID-19, Conspiracy and Contagious Sediton. A Case Study on the MilitiaSphere », The Network Contagion Research Institute, <https://ncri.io/reports/covid-19-conspiracy-and-contagious-sediton-a-case-study-on-the-militia-sphere/>.
- Gøtzsche-Astrup, O. (2018). The time for causal designs: Review and evaluation of empirical support for mechanisms of political radicalisation. *Aggression and Violent Behavior*, 39, 90-99.
- Haidt, J., & Baron, J. (1996). Social roles and the moral judgement of acts and omissions. *European Journal of Social Psychology*, 26(2), 201-218.
- Izard, C. E. (1977). *Human emotions*. Springer.
- Kahneman, D., Slovic, S. P., Slovic, P., & Tversky, A. (Eds) (1982). *Judgment under uncertainty: Heuristics and biases*. Cambridge University Press.
- Koehler, D. (2015). De-radicalization and disengagement programs as counter-terrorism and prevention tools. Insights from field experiences regarding German right-wing extremism and jihadism. Dans M. Lombardi, Ragab, E., Chin, V., Dandurand, Y., de Divitiis, V., & Burato, A. (Eds), *Countering radicalisation and violent extremism among youth to prevent terrorism* (Vol. 118, pp. 120-150). IOS Press.
- Koehler, D. (2015). Radical groups' social pressure towards defectors: The case of right-wing extremist groups. *Perspectives on Terrorism*,4(6), 36-6.
- Koehler, D. (2016). *Understanding deradicalization: Methods, tools and programs for countering violent extremism*. Taylor et Francis.
- Koehler, D., & Fiebig, V. (2019). Knowing what to do. *Perspectives on Terrorism*, 13(3), 44-62.

- Kundnani, A., & Hayes, B. (2018). *The globalisation of countering violent extremism policies. Undermining human rights, instrumentalising civil society*. Transnational Institute.
- Lawrence, F. M. (2000). Violence-conducive speech: Punishable verbal assault or protected political speech. In D. Kretzner & Hazan, F. K. (Eds), *Freedom of speech and incitement against democracy* (pp. 11-32). Kluwer Law International.
- Lazarus, R. (1991). *Emotion and adaptation*. Oxford University Press.
- Lazarus, R. S. (1993). From psychological stress to the emotions: A history of changing outlooks. *Annual Review of Psychology*, 44, 1-21.
- Lomell, H. M. (2012). Punishing the uncommitted crime: Prevention, pre-emption, precaution and the transformation of criminal law. In B. Hudson & Ugelvik, S. (Eds), *Justice and security in the 21st century. Risks, rights and the rule of law* (pp. 99-116). Routledge.
- Mattsson, C. (2018). Caught between the urgent and the comprehensible: Professionals' understanding of violent extremism. *Critical Studies on Terrorism*, 11(1), 111-129.
- Mitchell Turner, M. (2007). Using emotion in risk communication: The anger activism model. *Public Relations Review*, 33(2), 114-119.
- Mythen, G., Walklate, S., & Khan, F. (2009). 'I'm a Muslim, but I'm not a terrorist': Victimization, risky identities and the performance of safety. *The British Journal of Criminology*, 49(6), 736-754.
- Overeem, P. (2017). Public service ethics and integrity: Some general lessons. In M. Kowalski (Ed.), *Ethics of counterterrorism* (pp. 19-34). BOOM.
- Patt, A., & Zeckhauser, R. (2000). Action bias and environmental decisions. *Journal of Risk and Uncertainty*, 21(1), 45-72.
- Pistone, I., Eriksson, E., Beckman, U., Mattson, C., & Sager, M. (2019). A scoping review of interventions for preventing and countering violent extremism: Current status and implications for future research. *Journal for Deradicalization*, 0(19), 1-84.
- Plous, S. (1993). *The psychology of judgment and decision making*. McGraw-Hill Book Company.
- Rabasa, A., Pettyjohn, S. L., Ghez, J. J., & Boucek, C. (2010). *Deradicalizing Islamist extremists*. RAND Corporation, National Security Research Division.
- Ragazzi, F. (2016). Suspect community or suspect category? The impact of counter-terrorism as 'policed multiculturalism'. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 42(5), 724-741.
- Ragazzi, F. (2017). Countering terrorism and radicalization: Securitising social policy? *Critical Social Policy*, 37(2), 163-179.
- Schuurman, B., & Taylor, M. (2018). Reconsidering radicalization: Fanaticism and the link between ideas and violence. *Perspectives on Terrorism*, 12(1), 3-22.
- Sinning, P., Bergema, R., & Sibbel, M. (2018). *Sterke Schouders, Gedeelde Verantwoordelijkheid*. The Hague Centre for Strategic Studies.
- Susan, S. (2012). Captured terrorists as intelligence sources and counterradicalization leverage: Lessons from terrorist rehabilitation programs. In A. Duyan (Ed.), *Analyzing different dimensions and new threats in defence against terrorism* (Vol. 104, pp. 65-86). IOS Press.
- van de Weert, A., & Eijkman, Q. A. (2018). Subjectivity in detection of radicalisation and violent extremism: A youth worker's perspective. *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 11(3), 191-214.

van de Weert, A., & Eijkman, Q. A. (2020). In every artery of society? How Dutch community police officers perceive their role in early detection of violent extremism among youth. *Policing: A Journal of Policy and Practice*, paaa038. <https://doi.org/10.1093/police/paaa038>

van de Weert, A. & Eijkman, Q.A. (2021). Reconsidering Early Detection in Countering Radicalization by Local Frontline Professionals. *Terrorism and Political Violence*, 33(2), 397-408, DOI: 10.1080/09546553.2021.1880237

van Noorloos, L. A. (2011). *Hate speech revisited: A comparative and historical perspective on hate speech law in the Netherlands and England & Wales*. Intersentia.

Williams, M. J., Horgan, J. G., & Evans, W. P. (2016). The critical role of friends in networks for countering violent extremism: Toward a theory of vicarious help-seeking. *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, 8(1), 45-65.

Zedner, L. (2007). Pre-crime and post-criminology? *Theoretical Criminology*, 11(2), 261-281.

À propos de l'auteur :

Annemarie van de Weert est chercheuse et professeure spécialiste des études sur le terrorisme, en criminologie et en gestion publique de la sûreté et de la sécurité. Avec le professeur Quirine Eijkman, elle a décrit le processus de détection précoce de l'extrémisme chez les jeunes par les professionnels en première ligne. Plus d'informations sur son travail sont disponibles [ici](#).

TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

En ligne

Vous trouverez des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante : https://europa.eu/european-union/index_fr

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander des publications européennes gratuites et payantes sur : <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (consultez le lien https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) permet d'accéder à l'ensemble de données de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non.

Radicalisation Awareness Network



Publications Office
of the European Union